

# Mairie de GRAMAT

46500 (LOT)



## PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 08 NOVEMBRE 2023 A 18H

Le mercredi 08 novembre 2023, à 18h00, les membres du Conseil Municipal de la Commune de GRAMAT se sont réunis à la Mairie de Gramat sur la convocation qui leur a été adressée par Monsieur le Maire conformément aux Articles L. 2121-10, L. 2121-12 et L. 2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Etaient présents :** SYLVESTRE Michel, RUAUD Maria de Fatima, MICHAUX Martine, PUECH Roland, ROUQUIE Vincent, GARRIGUES Françoise, GARBE Daniel, POIRRIER Michelle, LAVERGNE Frédéric, BRAMOND Philippe, ELIAS Marie-José, CHAVET-JABOT Francis, ALIBERT Sylvie, GROUGEARD Michel, BALLARIN Lydia, VERTES Alain, SERMET Jean-Claude.

**Absents représentés :** DELEUZE Christian (donne pouvoir à Roland PUECH), BACH Hélène (donne pouvoir à Michelle POIRRIER), MAIGNE Solange (donne pouvoir à Michel SYLVESTRE), MIAGKOFF-LAFEUILLE Benoît (donne pouvoir à Françoise GARRIGUES).

**Absents excusés :** COQUEAU Stéphane.

**Absents :** BORIS Yvette, MAZEYRAC Pierrick, THEPAULT Pascale, PELIGRY Alain, CASTAGNE Yoan.

**Secrétaire de Séance :** Monsieur CHAVET-JABOT Francis.

La séance s'est ouverte sous la présidence de M. Michel SYLVESTRE à 18h00.

Il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance, Monsieur CHAVET-JABOT Francis.

Le PV du Conseil Municipal réuni le jeudi 14 septembre 2023 à 18h a été adopté.

Monsieur SYLVESTRE a fait lecture des décisions du Maire :

### Décisions du Maire du 06 septembre au 06 novembre 2023

Date	Référence	Objet
13/10/2023	Décision n° 2023/14	Acceptation par la Commune d'un don de sculptures de brebis fait par l'association Agneau Fermier du Quercy

#### **01. OBJET : RECENSEMENT DE LA POPULATION 2024 - NOMINATION D'UN COORDONNATEUR COMMUNAL.**

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal qu'un recensement de la population sera organisé à Gramat du 18 janvier au 17 février 2024. Il est de la compétence des Communes d'organiser ce recensement en lien avec les services de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE). A cet effet, un coordonnateur communal doit être désigné pour cette enquête de recensement. Ce dernier sera notamment chargé d'assurer l'encadrement et le suivi des agents recenseurs. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**, décide de nommer Madame GARRIGUES Françoise en tant que coordonnateur communal pour le recensement de la population de Gramat qui aura lieu du 18 janvier au 17 février 2024.

#### **02. OBJET : RECENSEMENT DE LA POPULATION 2024 - CREATION D'EMPLOIS D'AGENTS RECENSEURS ET FIXATION DE LA REMUNERATION.**

Dans l'objectif de mener à bien les différentes opérations de recensement, Monsieur le Maire explique à l'assemblée qu'il convient de procéder au recrutement d'agents recenseurs en contrat à durée déterminée, en sachant que l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) préconise l'emploi d'un agent recenseur pour environ 400 à 500 personnes à recenser. Ces agents seront notamment chargés de distribuer et de collecter les questionnaires à compléter par les habitants. Monsieur le Maire rappelle également au Conseil Municipal que cette équipe d'agents est animée par le coordonnateur communal. Compte tenu du nombre d'habitants actuellement sur la Commune de Gramat, il est proposé de recruter neuf (9)

agents recenseurs pour assurer les opérations du recensement de la population en 2024. Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses Articles L.2121-29, R.2151-1 et suivants, vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment l'Article L.332-23 1°, vu le Décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale, vu la Loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et plus particulièrement ses Articles 156 à 158, vu le Décret n°2003-485 du 5 juin 2003 modifié relatif au recensement de la population, vu le Décret n°2003-561 du 23 juin 2003 modifié portant répartition des Communes pour les besoins de recensement de la population, considérant qu'il est nécessaire de créer des emplois d'agents recenseurs afin de réaliser le recensement de la population 2024, considérant qu'il appartient à la Collectivité de fixer la rémunération des agents recenseurs, et plus largement de prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer le bon déroulement des opérations de recensement pour l'année 2024, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**, autorise Monsieur le Maire à organiser les opérations de recensement de la population pour l'année 2024, accepte de créer neuf emplois temporaires d'agents recenseurs, en application de l'Article L.332-23 1° du Code Général de la Fonction Publique pour faire face à un accroissement temporaire d'activité, pour la période allant de début janvier 2024 au 17 février 2024, fixe la rémunération des agents recenseurs comme suit :

- Il leur sera versé un forfait journalier calculé sur la base de 6 heures de travail par jour, au taux horaire brut du SMIC en vigueur, soit un forfait à ce jour de 69,12 €. Cinq journées de travail maximum par semaine seront à effectuer. Ils percevront également une indemnité égale à 10% de la rémunération brute au titre des congés payés.
- Les deux demi-journées de formation, ainsi que la tournée de reconnaissance seront payées au nombre d'heures réalisées, au taux horaire brut du SMIC en vigueur.
- Les agents recenseurs chargés d'effectuer la tournée des districts périphériques pourront recevoir un bon d'essence d'une valeur de 80 € pour défraiement kilométrique.

autorise Monsieur le Maire à nommer par contrat les agents recenseurs aux conditions susvisées, précise que les crédits nécessaires à la rémunération des agents et aux charges sociales seront inscrits au Chapitre 012 du budget primitif principal de la Commune de l'exercice 2024, précise que la recette correspondant à la dotation forfaitaire de recensement versée par l'INSEE sera inscrite au budget primitif principal de la Commune de l'exercice 2024, Chapitre 74, compte c/7484.

*\*\*Monsieur VERTES intervient afin de mieux connaître le ratio dépenses / recettes que va engendrer l'opération liée au recensement de la population gramatoise 2024. Monsieur le MAIRE lui indique que la Collectivité devra déboursier près de 27 000,00 € pour couvrir l'ensemble des actions quand l'Etat, de son côté, ne versera qu'une dotation « compensatrice » de 6 900,00 €. Le déséquilibre est donc très important.*

### **03. OBJET : ADRESSAGE - MODIFICATION PORTANT SUR LA DENOMINATION ET LE NUMEROTAGE DES VOIES DE LA COMMUNE DE GRAMAT.**

Par délibération n° 25/2021 du 07 avril 2021 et n° 03/2023 du 22 février 2023, le Conseil Municipal a validé le principe de procéder à la dénomination et au numérotage des voies et lieux-dits de la Commune, et autorisé l'engagement des démarches préalables à leur mise en œuvre. Monsieur le Maire informe les membres présents qu'il appartient au Conseil Municipal de choisir, par délibération, le nom à donner aux rues, voies, places et lieux-dits de la Commune. La dénomination des voies communales est laissée au libre choix du Conseil Municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même. Le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que le Maire peut prescrire en application de l'Article L.2213-28 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il convient, pour faciliter le repérage, l'accès des services publics ou commerciaux, la localisation sur les GPS, d'identifier clairement les adresses des immeubles et de procéder à leur numérotation. Considérant l'intérêt communal que présente la dénomination et la numérotation des voies de la Commune de Gramat et la nécessité d'y apporter certaines modifications, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**, valide et adopte la modification du nom des adresses suivantes :

- La Route du Verdier devient la Route du Verdié ;
- La Place du 19 mars est créée ;
- La Rue des Picarellous devient la Rue des Picarelous.

autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

*\*\*Monsieur VERTES prend la parole et s'interroge quant à la Place du 19 mars. Il précise que celle-ci existe et qu'elle est déjà nommée. Monsieur le MAIRE et Madame RUAUD répondent qu'il convient bien désormais de la créer. Ayant présenté la délibération en question, Madame RUAUD poursuit et explique aux membres du Conseil Municipal les différentes procédures et étapes à venir au niveau des services de la Mairie afin de faciliter au mieux la remise des plaques de numéros de voies (attestations et autres...) dans le cadre du nouvel adressage communal (personnes en charge, dates, jours, horaires, lieux, pièces justificatives, note d'informations aux administrés, processus de communication large etc..).*

### **04. OBJET : DESIGNATION D'UN REFERENT DEONTOLOGUE POUR LES ELUS LOCAUX.**

Monsieur le Maire expose aux membres de l'Assemblée Délibérante que l'article 218 de la Loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration (Loi 3D) et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale vient compléter l'Article L.1111-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et prévoit la possibilité pour tout élu local de pouvoir consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect

des principes déontologiques consacrés dans la Charte de l'Elu local annexée à la présente délibération. Le Décret d'application a été publié au journal officiel du 7 décembre 2022 pour une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> juin 2023. Le référent déontologue doit être désigné par l'organe délibérant de la Collectivité Territoriale, auprès de laquelle il exerce ses missions. Il doit être choisi en raison de son expérience et de ses compétences et doit être extérieur à la Collectivité au sein de laquelle il est désigné. Il ne doit ni exercer un mandat actuel ou passé depuis moins de trois ans, ni en être agent et ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêts avec la Collectivité. Il doit exercer ses missions en toute indépendance et impartialité. Il est tenu au secret professionnel et à la discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions. La délibération portant désignation du référent déontologue doit préciser la durée de l'exercice des fonctions et les moyens matériels mis à sa disposition, les modalités de saisine et de l'examen de la question posée, ainsi que les conditions dans lesquelles les avis sont rendus. La délibération institutive précise les éventuelles modalités de rémunération du référent déontologue. Le cas échéant, elle prend la forme d'une indemnité, dont le montant ne peut pas dépasser un plafond fixé par arrêté, de 80 € par dossier, ainsi que le remboursement des frais de transport et d'hébergement, dans les conditions applicables aux personnels de la Fonction Publique Territoriale. Dans le cadre d'une consultation faite auprès de professionnels du droit, suivant une liste de référents déontologues transmise par l'Association des Maires de France, Monsieur Pierre GOUZENNE, Premier Président Honoraire de Cour d'Appel, a accepté d'assurer cette fonction pour les Elus Gramatois. Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les Articles L.1111-1-1 et L.2121-29, vu le Décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'elu local, vu l'Arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du Décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'elu local, considérant que depuis le 1<sup>er</sup> juin 2023, tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés par la charte de l'elu local, considérant que Monsieur Pierre GOUZENNE, Premier Président honoraire de Cour d'Appel, a accepté d'assurer cette fonction pour les Elus de la Commune de Gramat, considérant qu'il convient de désigner Monsieur Pierre GOUZENNE comme référent déontologue des Elus de la Commune, vu le rapport présenté, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**, décide des éléments ci-après :

**Article 1<sup>er</sup> : Désignation du référent déontologue.**

Monsieur Pierre GOUZENNE, Premier Président Honoraire de Cour d'Appel, est désigné en qualité de référent déontologue des Elus de la Commune de Gramat, pour la durée du mandat du Conseil Municipal.

**Article 2 : Rémunération.**

La rémunération de Monsieur Pierre GOUZENNE est fixée à hauteur de 80 € par dossier, sous la forme d'une indemnité, conformément à l'Article 2 de l'arrêté du 6 décembre 2022, susvisé.

**Article 3 : Modalités de saisine du référent.**

Les élus pourront le saisir sous forme écrite par mail à l'adresse suivante : [pierre.gouzenne@gmail.com](mailto:pierre.gouzenne@gmail.com)

L'objet de la demande devra contenir la mention « confidentiel saisine déontologue ». Toute demande fera l'objet d'un accusé de réception par mail par le référent déontologue qui mentionnera la date de réception. Le référent étudiera la demande et si cette dernière relève de son champ de compétences, y apportera une réponse écrite. Il pourra éventuellement demander des informations complémentaires et recevoir l'elu afin de préparer son conseil. Il informera la Commune des demandes qu'il recevra, dans le respect des règles de confidentialité et de secret professionnel.

**Article 4 : Modalités de délivrance du conseil.**

Le référent déontologue doit exercer sa mission en toute indépendance et impartialité. À cet égard, il ne peut recevoir d'injonctions extérieures. Le référent communiquera l'avis à l'elu concerné dans un délai raisonnable et proportionné à la complexité de la demande. Les avis et conseils donnés par le référent déontologue demeurent consultatifs.

**Article 5 : Modalités d'indemnisation des frais engagés.**

Le référent déontologue bénéficiera éventuellement, d'un remboursement de ses frais de transport et d'hébergement, dans les conditions applicables aux personnels de la Fonction Publique Territoriale.

**Article 6 : Moyens mis à disposition.**

Le référent déontologue ne souhaitant pas disposer d'une adresse électronique créée par la mairie, ce dernier sera joignable par le biais de son adresse mail personnelle.

**Article 7 : Crédits budgétaires**

Les crédits budgétaires dédiés seront inscrits au Budget Principal de la Commune au compte « c/62268 autres honoraires, conseils ».

*\*\* Monsieur le MAIRE tient à préciser au Conseil Municipal que cette procédure n'est absolument pas propre à la Commune de Gramat. En effet, cette dernière est réglementaire et s'impose désormais à toutes les Collectivités.*

**05. OBJET : AJUSTEMENT DE LA COTISATION ANNUELLE POUR L'ACCUEIL DES ENFANTS DURANT LA PAUSE MERIDIENNE.**

Par délibération n° 79/2022 du 14 décembre 2022, le Conseil Municipal a voté les tarifs relatifs aux cotisations annuelles des accueils périscolaires. Récemment, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a fait remarquer à la Collectivité que les horaires (temps d'accueil méridien) n'apparaissaient pas sur cette délibération et qu'il était nécessaire de modifier cette dernière. En effet, cette mention est obligatoire car la Ville de Gramat s'est engagée avec la CAF, dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (CTG), à proposer un service aux familles dans les domaines de l'Enfance et de la Jeunesse. Afin que la Collectivité soit soutenue financièrement au mieux par la CAF via le dispositif de la Prestation de Service Ordinaire (PSO), qui est un financement à l'acte et qui permet de soutenir l'activité et d'adapter au mieux le prix pratiqué pour les familles, elle doit permettre l'accessibilité



à l'accueil méridien à tous (hors temps de repas) par l'application d'une cotisation d'inscription annuelle qui couvre l'année scolaire ; ce service ne pouvant être gratuit. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**, valide l'ajustement de la cotisation d'inscription annuelle suivante :

Cotisation annuelle accueil méridien : <b>De 11h30 à 13h50</b>	2,00 €
--	--------

*\*\* Monsieur le MAIRE précise à l'assemblée délibérante que cet ajustement est nécessaire afin d'être tout à fait en phase avec les demandes précises de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) mais également important dans le cadre des aides financières à percevoir prochainement par la Collectivité.*

#### **06. OBJET : PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE (PCS) DE LA COMMUNE DE GRAMAT.**

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que l'actualité démontre que les Collectivités sont confrontées à des risques de toute nature qui peuvent avoir des conséquences graves pour leurs populations. Si, dans la plupart des cas, la responsabilité de l'intervention incombe à l'État, les Communes, au plus près du terrain et des habitants, doivent être préparées à accompagner leurs administrés. Ainsi, le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) est le document opérationnel (de compétence communale ou intercommunale) qui contribue à la fois à l'information préventive et à la protection des populations. Cet outil essentiel détermine et fixe, en fonction des risques majeurs connus dans une Commune donnée, l'organisation locale pour faire face à une crise et la gérer. Il est réactualisable dès que nécessaire (suite à des exercices, une nouvelle organisation, une modification majeure du territoire etc...). Il complète les dispositions générales ORSEC (Organisation de la Réponse de la Sécurité Civile) élaborées au niveau départemental par la Préfecture. En plus des Communes concernées par un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) ou par un Plan Particulier d'Intervention (PPI), l'établissement d'un PCS est désormais devenu obligatoire dans les communes exposées à de nombreux risques tels que les inondations, les mouvements de terrains, les feux de forêts, les risques climatiques, les risques nucléaires, les séismes et les transports de matières dangereuses. Le PCS peut être activé sans formalisme particulier, à l'initiative du Maire ou par son représentant désigné, dès lors que les renseignements reçus par tout moyen ne laissent aucun doute sur la nature de l'événement, ou à la demande de l'autorité préfectorale. Dès lors que l'alerte est reçue par le Maire, celui-ci doit constituer la cellule de crise municipale. Le PCS est composé de deux parties, conformément aux Articles R.125-10 et R.125-11 du Code de l'Environnement qui précisent le contenu et la forme des informations à porter à la connaissance du public. La première partie, consultable par le grand public, est le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM). Ce document a pour but d'informer les habitants de la Commune sur les risques naturels et technologiques auxquels ils sont soumis ainsi que les bons réflexes à avoir en cas de crise. La seconde partie est un document opérationnel qui fixe les procédures nécessaires à la diffusion de l'alerte et des consignes de sécurité, recense tous les moyens disponibles (humains et matériels) et définit la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et de soutien de la population, en résumé : « qui fait quoi ». En raison de la présence de données à caractère personnel et d'informations de nature à nuire à la sécurité, cette partie sera réservée au Maire et aux seuls ayant à en connaître. Si le Plan Communal de Sauvegarde est adopté par le Conseil Municipal de Gramat, Monsieur le Maire le rendra applicable par arrêté. Vu les Articles L.2122-1, L.2122-2, L.2122-4 et L.2125-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux pouvoirs de police du Maire, vu l'Article L.731-3 du Code de la Sécurité Intérieure, vu la Loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile, vu le Décret n° 2022-907 du 20 juin 2022 relatif au plan communal et intercommunal de sauvegarde et modifiant le code de la sécurité intérieure, considérant que le Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police, doit assurer le bon ordre, la sécurité et la salubrité publique sur le territoire de la Commune, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**, valide l'arrêté municipal instaurant le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) de la Commune de Gramat, autorise Monsieur le Maire à diffuser ledit plan à Madame la Préfète du Lot, Madame la sous-Préfète de l'Arrondissement de Gourdon, Monsieur le Directeur de la Direction Départementale des Territoires (DDT) du Lot, Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Lot, Monsieur le Directeur de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP) du Lot.

*\*\* A la suite de la présentation de Monsieur le MAIRE concernant le PCS, différents Conseillers saluent le travail important réalisé et le fait que le document soit bien construit et très opérationnel. A son tour, Monsieur le MAIRE explique que ce travail a pris beaucoup de temps au regard de la complexité qu'il présente et de l'expertise qu'il demande. A ce titre, ce dernier exprime sa pleine satisfaction et remercie Madame CHAVET-JABOT et le Service de la Police Municipale pour leur forte implication dans cette réalisation.*

#### **07. OBJET : CONTRAT BOURG CENTRE OCCITANIE « 2EME GENERATION » - AVENANT POUR LA PERIODE 2022-2028.**

Sur la base de l'expérience acquise lors de la « première génération » des Contrats Territoriaux Occitanie et Contrat Bourgs-Centres Occitanie, la Région a adopté les principes d'une politique territoriale 2022-2028 visant à impulser et accélérer l'engagement des territoires vers une Région plus inclusive et à énergie positive et répondre ainsi aux enjeux prioritaires identifiés par le PACTE VERT Occitanie, fondement des politiques publiques régionales, qui repose sur trois piliers :

- La promotion d'un nouveau modèle de développement, sobre et vertueux, porteur de justice sociale et territoriale, conciliant excellence et soutenabilité ;
- Le rééquilibrage territorial ;
- L'adaptation et la résilience face aux impacts du changement climatique.

En cohérence avec les priorités d'aménagement portées dans le projet de Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) Occitanie 2040 et les mesures de transformation définies par le PACTE VERT, la Région souhaite mettre en œuvre une nouvelle génération de la politique contractuelle territoriale qui a vocation à traduire, au niveau de chaque Territoire de Projet, une ambition collective : « faire évoluer notre société vers un modèle plus juste et plus durable ». Dans ce nouveau cadre, la dynamique des Contrats Bourgs-Centres est poursuivie pour la période 2022-2028. L'avenant proposé a pour objet de conforter le Contrat Bourg-Centre de « première génération » approuvé le 19 avril 2019 :

- En prolongeant sa durée de validité pour le porter à échéance du 31 décembre 2028 ;
- En actualisant les éléments de contexte, les enjeux de développement, et les axes stratégiques de la Commune, notamment grâce au travail réalisé dans le cadre du programme « Petites Villes de demain » (PVD) depuis septembre 2021 ;
- En mettant à jour les actions prioritaires du Programme pluriannuel pour la période 2022-2024 et en projetant la planification des actions à moyen et long terme sur la période (2022-2028).

Cet avenant a pour but d'organiser la mise en œuvre du partenariat entre la Région Occitanie, le Département du Lot, la Communauté de Communes CAUVALDOR, le PETR Figeac Quercy Vallée de la Dordogne, le PNR des Causses du Quercy et la Commune de Gramat en y associant le CAUE, les services de l'Etat et l'EPF d'Occitanie. Il a également pour objectif d'agir pour continuer à soutenir les fonctions de centralité et l'attractivité de la Commune de GRAMAT, ainsi que la qualité du cadre du vie des habitants. Il a par ailleurs vocation à s'inscrire en complémentarité avec le programme « Petites Villes de Demain » (PVD) initié et piloté par l'Etat. Le présent « Avenant Contrat Bourg-Centre Occitanie » s'inscrit en cohérence avec le Contrat Territorial Occitanie du PETR Figeac Quercy Vallée de la Dordogne dont il est un sous-ensemble. Le texte de l'avenant est accompagné de trois annexes, comprenant le bilan de la phase 2019-2023, le plan prévisionnel 2022-2024 et les fiches actions pour la période à venir. Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, vu les délibérations n° CP/2016-DEC/11.20 et n° CP/2017-MAI/11.11 de la Commission Permanente du 16 décembre 2016 et du 19 mai 2017 du Conseil Régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée relatives à la mise en œuvre de la politique régionale pour le développement et la valorisation des territoires, vu la délibération n° 2020/AP-NOV/03 de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional du 19 novembre 2020 relative au Plan de Transformation et de Développement - Green New Deal, vu la délibération n° 2021/AP-MARS/14 de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional Occitanie du 25 mars 2021 relative à la mise en œuvre de la deuxième génération des Contrats Territoriaux Occitanie pour la période 2021-2022/2027, vu la délibération n° 2021/AP-MARS/14 de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional Occitanie du 25 Mars 2021 relative à l'articulation et à la complémentarité avec le programme « Petites Villes de Demain » (PVD) initié par l'Etat, vu la délibération n° 2021/AP-DEC/07 de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional Occitanie du 16 décembre 2021 relative aux orientations et principes pour la nouvelle génération de politique contractuelle territoriale Occitanie 2022-2028, vu la délibération n° AP/2022-06/10 de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional Occitanie du 30 juin 2022 relative à l'approbation du Contrat de Plan Etat-Région Occitanie (CPER) 2021-2027 et en particulier son Volet territorial, vu la délibération n° AP/2022-06/08 de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional Occitanie du 30 juin 2022 relative à l'adoption du Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) Occitanie 2040, vu la délibération n° 37/2019 du Conseil Municipal de la Commune de Gramat du 10 avril 2019 approuvant le contrat Bourg Centre, vu les délibérations n° 2021/AP-MARS/14 du 25 mars 2021 et n° 2021/AP-DEC/07 du 16 décembre 2021 de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée approuvant le Contrat Territorial Occitanie du PETR Figeac Quercy Vallée de la Dordogne pour la période 2022-2028, considérant la tenue du Comité de pilotage prévu dans le contrat Bourg-Centre Occitanie réunissant tous les partenaires de ce programme à l'échelle de la Communauté de Communes CAUVALDOR le 24 octobre 2023 à Saint-Denis les Martel, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**, approuve le projet d'Avenant – Contrat « 2ème génération » 2022 / 2028 – Bourg-Centre Occitanie / Pyrénées-Méditerranée et autorise Monsieur le Maire à signer cet avenant ainsi que toutes les pièces se rapportant au dit avenant.

#### **08. OBJET : VERSEMENT D'UNE AVANCE REMBOURSABLE DU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE AU BUDGET ANNEXE DE LA RESIDENCE DE TOURISME « LES SEGALIERES ».**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que la Commune de Gramat est propriétaire de la Résidence de Tourisme « Les Ségalières » composée de 40 chalets, 21 maisonnettes répartis sur 7 hectares. Après de nombreuses démarches administratives auprès de l'ancien gérant (SAS Grand Bleu), la Collectivité a choisi de reprendre en gestion directe ce site à partir du 04 février 2022. Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée Délibérante que par délibération n° 2022/06 en date du 23 février 2022, un SPIC (Service Public Industriel et Commercial) a été créé pour la résidence ainsi que son budget annexe selon l'instruction budgétaire M4. Ce budget est doté de l'autonomie financière et est donc soumis au principe d'équilibre financier défini par l'Article L.2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Suite aux travaux d'extension du site réalisés en 2006 (17ans) pour un montant avoisinant les 1 800 000,00 €, il s'avère aujourd'hui véritablement nécessaire de procéder à des travaux de réhabilitation et de mise en conformité des chalets, des maisonnettes et de la piscine afin de redonner du standing au site et de conserver les 3 étoiles difficilement acquises et conservées. La situation financière de la résidence étant bonne, elle reste néanmoins trop fragile (à peine deux années d'exercice en régie communale, peu de recul) pour assumer le financement desdits travaux de rénovation. Considérant que le Budget Principal de la Commune doit impérativement mobiliser le solde de l'emprunt contracté le 19 janvier 2022, référencé 00003101752 / LT1092 avant le mois de décembre 2023, et sachant que le résiduel de 1 000 000,00 € ne sera pas utilisé en totalité par le Budget de la Ville, il est proposé, après avis du Service de Gestion Comptable de Saint-Céré (SGC), de réaliser le versement d'une avance



remboursable de 200 000,00 € du Budget Principal de la Commune au Budget Annexe de la résidence de tourisme « Les Ségalières ». Il est précisé que cette avance de trésorerie sera remboursable de 200 000,00 € et remboursée à compter de l'exercice 2024 sur une durée maximale de 10 années. L'opération sera effectuée par débit du compte 27638 « Autres créances immobilisées – Autres établissements publics » du budget de la Ville et par crédit du compte 1687 « Autres dettes » du budget annexe de la résidence de tourisme.

<b>Budget Annexe</b>	<b>Objet</b>	<b>Montant</b>	<b>Compte (BP-BA)</b>	<b>Modalités de remboursement</b>
Résidence Les Ségalières	Avance remboursable	200 000,00 € (Annuité de 20 k€)	c/27638 c/1687	A compter de l'exercice 2024 et pour une durée de 10 années maxi.

Vu les Articles L.2224-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, vu la délibération n° 2022/06 du Conseil Municipal du 23 février 2022 créant le Budget Annexe de la résidence de tourisme « Les Ségalières » soumis à l'instruction budgétaire M4, considérant que le Budget Principal peut, avec l'autorisation préalable de l'Assemblée Délibérante, verser une avance remboursable à un budget annexe, considérant la nécessité d'abonder la trésorerie du Budget Annexe de la résidence de tourisme « Les Ségalières » afin de financer les opérations de travaux du site, vu l'avis rendu par la Commission Finances qui s'est réunie le 07 novembre 2023 en Mairie de Gramat, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**, approuve le versement d'une avance remboursable d'un montant de 200 000,00 € du budget principal de la Commune au Budget Annexe des Ségalières afin d'abonder la trésorerie de ce dernier, autorise le versement de cette avance de trésorerie pour l'exercice budgétaire 2023, accepte le remboursement de ladite avance à compter de l'exercice 2024 et pour une durée maximale de 10 années.

*\*\* Monsieur le MAIRE explique aux Conseillers le choix et le mécanisme de l'avance remboursable. Il reprend les raisons de ce versement de 200 000,00 € au Budget Annexe de la Résidence de tourisme « Les Ségalières » (travaux de réhabilitation & rénovation des chalets, maisonnettes et piscine). Monsieur VERTES intervient afin de savoir s'il y aura des intérêts au niveau des remboursements. Monsieur le MAIRE lui répond par la négative. L'avance faite est de 200 k€, le remboursement sera strictement du même montant. Monsieur PUECH souhaite savoir si des travaux ont déjà été étudiés au niveau du site de la résidence. Monsieur le MAIRE lui répond que cette phase est, pour l'instant, un peu prématurée. Toujours concernant les travaux de la résidence, Monsieur PUECH demande si ces derniers seront réalisés en régie ou si la Collectivité prévoit d'organiser ultérieurement une consultation afin de recruter une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO). Monsieur le MAIRE répond que la deuxième solution semble la plus adaptée au regard de nos effectifs réduits.*

## **09. OBJET : DECISION MODIFICATIVE N°3 - BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE - EXERCICE 2023.**

Monsieur le Maire expose à l'assemblée délibérante les différentes situations financières nécessitant des ajustements budgétaires au Budget Principal de la Commune :

### **1) Écritures de reprise (amortissement / subvention) demandées par le Service de Gestion Comptable de Saint-Céré :**

Les travaux d'extension de l'école maternelle Clément Brouqui d'un montant de 84 536,00 € et les travaux de la décharge à hauteur de 50 835,00 € sont des biens non productifs de revenus. De ce fait, ils sont non amortissables. Afin de régulariser les écritures d'amortissement déjà passées, il est nécessaire de faire des écritures de reprise sur amortissement par deux titres de recettes, l'un de 84 536,00 € au compte 7811.211 et l'autre de 50 835,00 € au compte 7811.833. En complément, ces travaux ayant été subventionnés, des écritures d'amortissement de subventions d'équipement versées sont aussi à régulariser par des écritures de reprise de subvention : d'une part, par deux titres, l'un de 24 289,00 € au compte 13911.211 et l'autre de 5 001,00 € concernant les subventions qui avaient été amorties pour l'école maternelle Clément Brouqui et d'autre part, par un titre de 11 134,00 € concernant la subvention qui avait été amortie pour la décharge.

### **2) Écritures de régularisation demandées par le Service de Gestion Comptable de Saint-Céré :**

Afin de pouvoir réintégrer les frais d'études des travaux de l'école élémentaire Clément Brouqui, il y a lieu d'émettre un mandat d'ordre budgétaire compte 21312.212 pour 52 024,00 € et un titre d'ordre budgétaire du même montant au compte 2031.212 « Frais d'étude » après avoir procédé à l'ouverture de crédits au chapitre 041. S'agissant des travaux du cimetière Saint-Pierre, la dépense aurait dû être imputée au compte 2313.026 « Constructions ». Afin de pouvoir émettre un mandat d'ordre budgétaire au compte 2313.026 pour 1 518,00 € et un titre d'ordre budgétaire du même montant au compte 2312.026 « Terrains », il est nécessaire de procéder à l'ouverture de crédits au chapitre 041.

### **3) Avance remboursable :**

La Collectivité souhaite engager des travaux de rénovation à la Résidence de Tourisme « Les Ségalières ». Afin de pouvoir financer ces futurs travaux d'investissement, le budget principal de la commune va verser une avance remboursable au budget annexe de la résidence à hauteur de 200 000,00 € ce qui génère la nécessité d'ouvrir les crédits au compte 27638.01 « Autres créances immobilisées - Autres établissements publics ».

### **4) Dons :**

Cinq statues de brebis en inox (giratoire de la cazelle) et trois statues en bronze représentant une brebis et deux agneaux (office du tourisme) ont été offertes à la Commune par l'Association Agneau Fermier du Quercy : ces œuvres d'art doivent figurer à

l'inventaire de la Commune pour une valeur globale de 26 280,00 € au compte 2161.01 « Œuvres et objets d'art ». En parallèle, comme ceci est un don, un titre de recettes doit être émis au compte 10251.01 « Dons et legs en capital » pour la même valeur, ce qui engendre une ouverture de crédits au chapitre 041 « Opérations patrimoniales ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**, adopte la décision modificative n°3 du Budget Principal de la Commune présentant les écritures budgétaires suivantes :

**\*\* Le Directeur Général des Services prend la parole afin d'expliquer au Conseil Municipal les différents mouvements présentés dans la décision modificative n°3 du Budget Principal. Un débat s'engage ensuite entre les Conseillers à propos des aménagements des giratoires de la Commune (ours, chiens etc...).**

<b>Budget Principal de la Commune</b> <b>Décision Modificative n°3 du 08 novembre 2023</b>				
<b>Libellés de comptes</b>	<b>Comptes</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Comptes</b>	<b>Recettes</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>				
<b>023 - Virement à la section de fonctionnement :</b>				
Virement à la section d'investissement	c/023.01	94 947,00 €	-	-
<b>042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections :</b>				
Autres charges exceptionnelles	c/678.211	29 290,00 €	-	-
Autres charges exceptionnelles	c/678.833	11 134,00 €	-	-
Reprises sur amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-	c/7811.211	84 536,00 €
Reprises sur amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-	c/7811.833	50 835,00 €
<b>TOTAL // Section de Fonctionnement :</b>		<b>135 371,00 €</b>		<b>135 371,00 €</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>				
<b>021 - Virement de la section de fonctionnement :</b>				
Virement de la section de fonctionnement	-	-	c/021.01	94 947,00 €
<b>040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections :</b>				
Amortissements des bâtiments scolaires	c/281312.211	84 536,00 €	-	-
Amortissements autres bâtiments publics	c/281318.833	50 835,00 €	-	-
Subventions d'équipement transférables - Etat et établissements nationaux	-	-	c/13911.211	24 289,00 €
Subventions d'équipement transférables - Etat et établissements nationaux	-	-	c/13911.833	11 134,00 €
Subventions d'équipement transférables - Groupement à Fiscalité Propre de rattachement	-	-	c/139151.211	5 001,00 €
<b>041 - Opérations patrimoniales :</b>				
Dons et legs en capital	-	-	c/10251.01	26 280,00 €
Frais d'études	-	-	c/2031.212	52 024,00 €

Bâtiments scolaires	c/21312.212	52 024,00 €	-	-
Œuvres et objets d'art	c/2161.01	26 280,00 €	-	-
Terrains	-	-	c/2312.026	1 518,00 €
Constructions	c/2313.026	1 518,00 €	-	-
<b>16 - Emprunts et dettes assimilées :</b>				
Emprunts en euros	-	-	c/1641.01	120 000,00 €
<b>27 - Autres immobilisations financières :</b>				
Autres créances immobilisées - Autres établissements publics	c/27638.01	200 000,00 €	-	-
<b>Opération 9181 - Bâtiment Les Tilleuls :</b>				
Installations générales, agencements, aménagements des constructions	c/2135.020	-60 000,00	-	-
Constructions	c/2313.020	-20 000,00	-	-
<b>TOTAL // Section d'Investissement :</b>	-	<b>335 193,00 €</b>	-	<b>335 193,00 €</b>

**10. OBJET : DECISION MODIFICATIVE N°2 - BUDGET ANNEXE DE LA RESIDENCE DE TOURISME « LES SEGALIERES » - EXERCICE 2023.**

Monsieur le Maire expose à l'assemblée délibérante la situation financière nécessitant des ajustements budgétaires au Budget Annexe de la résidence de tourisme « Les Ségalières » :

Le Budget Principal de la Commune doit impérativement mobiliser le solde de l'emprunt contracté le 19 janvier 2022, référencé 00003101752 / LT1092 avant le mois de décembre 2023. Sachant que le résiduel de 1 000 000,00 € ne sera pas utilisé en totalité par ce Budget, il est proposé, après avis du Service de Gestion Comptable de Saint-Céré (SGC), de réaliser le versement d'une avance remboursable de 200 000,00 € du Budget Principal de la Commune au Budget Annexe de la résidence de tourisme « Les Ségalières » afin de réaliser des travaux de réhabilitation et de mise en conformité des chalets, des maisonnettes et de la piscine. Cette avance de trésorerie sera remboursable de 200 000,00 € et remboursée à compter de l'exercice 2024 sur une durée maximale de 10 ans. Pour se faire, il convient de procéder au débit du chapitre 27 « autres immobilisations financières », compte 27638 « autres créances immobilisées - autres établissements publics » du Budget de la Ville et au crédit du chapitre 16 « emprunts et dettes assimilées », compte 1687 « autres dettes » du Budget Annexe de la résidence de tourisme. En parallèle, et toujours sur le Budget Annexe, il est nécessaire d'ouvrir des crédits en dépenses d'investissement au chapitre 21 « immobilisations corporelles », compte 2135 « installations générales, agencements, aménagements des constructions » et au chapitre 23 « immobilisations en cours », compte 2318 « autres immobilisations corporelles en cours ». Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** adopte la décision modificative n°2 du Budget Annexe de la résidence de tourisme « Les Ségalières » présentant les écritures budgétaires suivantes :

<b>Budget Annexe Résidence de Tourisme "Les Ségalières"</b>				
<b>Décision Modificative n°2 du 08 novembre 2023</b>				
<b>Libellés de comptes</b>	<b>Comptes</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Comptes</b>	<b>Recettes</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>				
<b>16 - Emprunts et dettes assimilées :</b>				
Autres dettes	-	-	c/1687	200 000,00 €
<b>21 - Immobilisations corporelles :</b>				



Installations générales, agencements, aménagements des constructions	c/2135	100 000,00 €	-	-
<b>23 - Immobilisations en cours :</b>				
Autres immobilisations corporelles en cours	c/2318	100 000,00 €	-	-
<b>TOTAUX Section d'Investissement :</b>	-	<b>200 000,00 €</b>	-	<b>200 000,00 €</b>

**\*\* Le Directeur Général des Services prend la parole afin d'expliquer au Conseil Municipal les différents mouvements présentés dans la décision modificative n°2 du Budget Annexe de la résidence de tourisme « Les Segalières ».**

## **11. OBJET : QUESTIONS DIVERSES.**

Monsieur VERTES prend la parole afin d'informer l'assemblée que Madame ELLAS poursuivra ses fonctions au sein du Comité de Direction du bulletin municipal « Gramat Infos ». Le Comité de Direction sera donc composé de trois personnes ; Mesdames ELLAS et MICHAUX et Monsieur VERTES.

Monsieur VERTES poursuit en demandant s'il n'est pas possible de trouver une solution concernant les containers poubelles situés place du 19 mars. Ce dernier trouve qu'ils sont volumineux et particulièrement inesthétiques. Il évoque la possibilité de les enterrer. Monsieur le MAIRE lui répond qu'en raison de la structure des sous-sols, il n'est pas possible de savoir à l'avance s'ils pourraient être enterrés entièrement. Monsieur le MAIRE poursuit et précise que, par expérience, les containers semi-enterrés n'apparaissent pas non plus comme une solution adéquate (odeurs). La piste de « cacher » les containers par la pose de claustras est également évoquée.

Monsieur SERMET évoque l'incivisme de certains propriétaires d'animaux et relève qu'il y a de plus en plus de déjections canines. Monsieur VERTES propose la pose de distributeurs de sacs pour déjections dans la Ville. Monsieur le MAIRE lui répond que ceci a déjà été fait et que cette méthode ne marche pas. En effet, sans aucun respect, certaines personnes se permettent de prendre tous les sacs lors de leur passage laissant par la suite des distributeurs systématiquement vides.

Monsieur ROUQUIE prend la parole et évoque, selon lui, « des points de deals » au niveau de l'avenue Louis Conte. Il souligne le caractère inquiétant de la chose. Monsieur le MAIRE verra s'il peut solliciter la venue des forces de l'ordre avec des chiens.

Concernant les travaux de voirie récemment effectués, Monsieur ROUQUIE précise qu'il n'a pas été prévenu. Selon ses propos, dans la mesure où il est référent voirie Cauvaldor, il doit être prévenu quand des travaux sont réalisés.

Monsieur ROUQUIE soulève la problématique du « bout de la rue de Regardet » qui « n'aurait » pas été prise en compte et terminée. Monsieur PUECH explique que ceci est volontaire car des travaux liés à la chaufferie bois concernant l'école Sainte-Hélène vont commencer prochainement. Une fois ces derniers achevés, le complément sera apporté au niveau de la rue de Regardet.

Monsieur ROUQUIE explique que dans le cadre du transfert de la compétence Voirie, certains trottoirs sont la propriété de Cauvaldor. A ce titre, il faut demander une autorisation à l'EPCI pour le fleurissement de ces derniers.

Enfin, Monsieur PUECH prend la parole et tient à vivement remercier Mesdames SABOURIN et GESTIN-MOREAU pour leur aide précieuse quand il s'agit de recueillir des animaux errants.

La séance du Conseil Municipal est levée à 19h30.

Pour extrait conforme.

Fait à Gramat, le 10 novembre 2023.

Le secrétaire de séance,

  
Francis CHAVET-JABOT.

Le Maire,

  
Michel SYLVESTRE.



**Affiché le 10 novembre 2023.**